



**COMMISSION
COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-
CAPITALE**

Avant-projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du [...] conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à l'aide sociale aux ménages dans le cadre de la mise en œuvre de mesures sociales dans le secteur de l'eau

Le Collège réuni,

Sur la proposition du Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune et des Membres du Collège réuni, compétents pour l'Action sociale,

Après délibération,

ARRETE

Le Président du Collège réuni et les Membres du Collège réuni, compétents pour l'Action sociale, sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [...] entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à l'aide sociale aux ménages dans le cadre de la mise en œuvre de mesures sociales dans le secteur de l'eau.

Bruxelles, le

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Les Membres du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé,

**GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-
HOOFDSTAD**

Voorontwerp van ordonnantie houdende instemming met de samenwerkingsovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de sociale steun aan de huishoudens in het kader van de uitvoering van sociale maatregelen in de watersector

Het Verenigd College,

Op de voordracht van de voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn,

Na beraadslaging,

BESLUIT

De voorzitter van het Verenigd College en de leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn worden ermee belast, in naam van het Verenigd College, aan de Verenigde Vergadering het ontwerp van ordonnantie voor te leggen waarvan de tekst volgt:

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met de samenwerkingsovereenkomst van [...] tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de sociale steun aan de huishoudens in het kader van de uitvoering van sociale maatregelen in de watersector.

Brussel,

De voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

R. VERVOORT

De leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

A. MARON

E. VAN DEN BRANDT

Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatif à l'aide sociale aux ménages dans le cadre de la mise en œuvre de mesures sociales dans le secteur de l'eau

Vu les articles 39, 128, 134 et 135 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et 16 juillet 1993, notamment les articles 5, § 1^{er}, II et 6, § 1^{er}, II et 92bis, § 1^{er} ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 63 et 75 ;

Considérant la hausse des tarifs de l'eau de 15% en Région Bruxelles-Capitale au 1^{er} janvier 2022 suite à l'application du coût-vérité de l'eau sur base de la nouvelle méthodologie tarifaire instaurée par Brugel en 2020 ;

Considérant que la précarité hydrique touche plus de 20% des ménages en Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant les mesures sociales instaurées par l'ordonnance du 24 décembre 2021 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et de l'ordonnance du 8 septembre 1994 réglementant la fourniture d'eau alimentaire distribuée par réseau en Région bruxelloise en vue d'y insérer des mesures sociales, dont l'objectif est d'amortir, dès le 1^{er} janvier 2022, les effets de cette hausse du tarif et d'offrir un maximum d'options aux ménages pour réduire drastiquement la précarité hydrique en Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant l'augmentation de 0,03 à 0,05 EUR par m³ d'eau facturée à réserver par Vivaqua en tant que contribution financière au fonds social de l'eau prévue dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022 portant exécution de certaines mesures sociales prévues dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

Considérant que la mise en place d'un cadre de coopération adapté, en termes de transparence, de droits sociaux et d'obligations de service public est nécessaire afin que les ménages puissent exercer leurs droits sociaux dans les meilleures conditions ;

Considérant que la réalisation de cet objectif passe par un effort constant de chaque Partie contractante en matière d'aide sociale aux ménages ;

Il est nécessaire de conclure un accord de coopération

ENTRE :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de M. Rudi Vervoort, Ministre-Président et la personne de M. Alain Maron, Ministre en charge de la politique de l'eau ;

La Commission communautaire commune, représentée par son Collège réuni, par en la personne de M. Rudi Vervoort, Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune, et en les personnes de M. Alain Maron et Mme E. Vanden Brandt, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant l'Action sociale dans leurs attributions, ;

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}.

Pour l'application du présent accord de coopération, l'on entend par :

- a) « Parties contractantes » : la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune ;
- b) « ordonnance du 20 octobre 2006 » : l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, telle que notamment modifiée par l'ordonnance du 24 décembre 2021 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et de l'ordonnance du 8 septembre 1994 réglementant la fourniture d'eau alimentaire distribuée par réseau en Région bruxelloise en vue d'y insérer des mesures sociales ;
- c) « mesures sociales » : l'intervention sociale, la possibilité de demander un plan de paiement des factures d'eau visée à l'article 38/1, § 2, de l'ordonnance du 20 octobre 2006 et l'interdiction de principe de l'interruption de la distribution d'eau à des fins domestiques visé à l'article 38/1, § 3, de l'ordonnance du 20 octobre 2006 ;
- d) « intervention sociale » : mesure sociale visée à l'article 38/1, § 1^{er}, de l'ordonnance du 20 octobre 2006 ;
- e) « opérateur de l'eau » : le responsable de la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine en Région Bruxelles-Capitale, tel que défini à l'article 17, § 1^{er}, 3°, de l'ordonnance du 20 octobre 2006, à savoir VIVAQUA ;
- f) « fonds social de l'eau » : le fonds social de l'eau visé à l'article 5, 65°, de l'ordonnance du 20 octobre 2006 ;
- g) « arrêté du 1^{er} juin 2022 » : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022 portant exécution de certaines mesures sociales prévues dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;
- h) « fédération des C.P.A.S. » : la fédération des Centres Publics d'Action Sociale constituée au sein de l'ASBL Brulocalis.

Art. 2.

Dans le respect de leurs compétences respectives, les Parties contractantes s'engagent à se concerter pour harmoniser leurs politiques en matière de protection sociale dans le cadre de la distribution d'eau.

Art. 3.

Dans le cadre de l'objectif visé à l'article 2, la Commission communautaire commune confie aux C.P.A.S. les missions prévues dans le présent accord de coopération.

Art. 4.

§ 1^{er}. Les C.P.A.S., représentés dans la fédération des C.P.A.S., élaborent conjointement avec l'opérateur de l'eau un programme d'actions sociales de lutte contre la précarité hydrique afin d'accompagner les usagers dans le paiement de leur(s) facture(s) d'eau et d'activer au maximum le recours aux mesures sociales. Les C.P.A.S., le cas échéant via la fédération des C.P.A.S., et l'opérateur de l'eau collaborent étroitement à la mise en œuvre de ce programme.

Le programme d'actions sociales de lutte contre la précarité hydrique inclut au moins les actions suivantes :

- 1° contribuer à l'information des ménages en difficulté financière concernant les mesures sociales dont ils peuvent bénéficier en général et concernant l'intervention sociale en particulier ;
- 2° conseiller les ménages en vue de promouvoir une utilisation rationnelle de l'eau ;
- 3° participer au groupe de travail visé à l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} juin 2022 ;
- 4° définir les modalités de collaboration entre l'opérateur de l'eau, la fédération des C.P.A.S. et les C.P.A.S. dans la poursuite de actions 1° à 3°.

Le programme d'actions sociales de lutte contre la précarité hydrique peut être révisé à tout moment conjointement par les C.P.A.S., via la fédération des C.P.A.S., et l'opérateur de l'eau, notamment pour tenir compte du rapport d'évaluation de Bruxelles Environnement visé à l'article 9 de l'arrêté du 1^{er} juin 2022 et des travaux du groupe de travail visé à l'article 8 du même arrêté.

Le programme d'action sociales de lutte contre la précarité hydrique se décline en protocoles d'actions locales. Chaque C.P.A.S. peut élaborer et mettre en œuvre un ou des protocoles d'actions locales avec divers partenaires publics ou privés afin de poursuivre concrètement les actions du programme d'actions sociales et, le cas échéant, des actions complémentaires spécifiques en matière de lutte contre la précarité hydrique, par exemple ciblés sur un territoire particulier ou sur une problématique particulière. Ce ou ces protocoles d'actions locales et leurs éventuelles modifications sont soumis à l'opérateur de l'eau.

§ 2. Les C.P.A.S. exercent également les missions suivantes :

- 1° offrir un accompagnement personnalisé aux ménages en difficulté de paiement de factures d'eau, notamment en matière administrative et financière ;
- 2° élaborer un plan de paiement raisonnable des dettes entre les ménages et l'opérateur de l'eau dans le cadre de l'article 38/1 de l'ordonnance du 20 octobre 2006 et accompagner les ménages jusqu'au terme du plan de paiement raisonnable ;
- 3° octroyer une aide financière aux ménages dans le paiement de leurs factures d'eau conformément au mécanisme de solidarité sociale visé à l'article 38/1, § 2, alinéa 10 et § 4.

Art. 5.

§ 1^{er}. Les missions visées à l'article 4, à l'exception du paragraphe 2, 3°, sont financées par les 20 % du fonds social de l'eau que l'opérateur de l'eau est tenu de réserver au bénéfice de la fédération des C.P.A.S., conformément à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant sur la part des recettes générées par la tarification de l'eau à affecter à des fins sociales, tel que remplacé par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022.

§ 2. La mission visée à l'article 4, § 2, 3°, est en partie financée par 80% des recettes du fonds social de l'eau suivant la clef de répartition fixée à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant sur la part des recettes générées par la tarification de l'eau à affecter à des fins sociales, tel que remplacé par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022.

Art. 6.

§ 1^{er}. Les C.P.A.S., via la fédération des C.P.A.S., fournissent annuellement à l'opérateur de l'eau et à Bruxelles Environnement toutes les données visées à l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant sur la part des recettes générées par la tarification de l'eau à affecter à des fins sociales, tel que remplacé par l'article 6, deuxième tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022 portant exécution de certaines mesures sociales prévues dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau.

§ 2. Les C.P.A.S., le cas échéant via la fédération des C.P.A.S., et l'opérateur de l'eau transmettent à Bruxelles Environnement toute information sollicitée relative à la mise en œuvre des mesures sociales, y compris en ce qui concerne les indicateurs d'évaluation et suivi visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2022 portant exécution de certaines mesures sociales prévues dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau.

Art. 7.

Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être résilié à la demande d'une des deux Parties contractantes, après avoir laissé l'occasion à l'autre partie de faire valoir ses observations dans un délai de trois mois.

Les Parties contractantes s'engagent à évaluer périodiquement la mise en œuvre et les effets du présent accord de coopération, en lien avec le rapport visé à l'article 9 de l'arrêté du 1^{er} juin 2022. Ce rapport est remis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune tous les trois ans. Sur base de cette évaluation périodique, les Parties contractantes peuvent décider de modifier le présent accord.

Art. 8.

Les dispositions du présent accord de coopération peuvent être revues à la requête de toute Partie contractante, notamment sur la base du rapport visé à l'article 7 afin de revoir les missions et de les compléter le cas échéant.

Art. 9

Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les membres de cette juridiction seront respectivement désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis à parts égales entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune.

Art. 10

Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte d'assentiment émanant des parties contractantes.

Etabli à Bruxelles, le [*] en deux originaux, en langues française et néerlandaise.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, M. Rudi Vervoort

Le Ministre en charge de la Politique de l'Eau, M. Alain Maron

Pour la Commission communautaire commune

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

M. Rudi Vervoort

Les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant l'Action sociale dans leurs attributions,

M. Alain Maron

Mme Elke Van den Brandt

Samenwerkingsovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de sociale steun aan de huishoudens in het kader van de uitvoering van sociale maatregelen in de watersector

Gelet op artikel 39, 128, 134 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, inzonderheid artikel 5, §1, II, en 6, §1, II, en 92bis, §1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid artikel 63 en 75;

Overwegende de verhoging van de watertarieven met 15% in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 1 januari 2022 als gevolg van de toepassing van de werkelijke kostprijs van water op basis van de nieuwe tariefmethodologie die Brugel in 2020 heeft ingevoerd;

Overwegende dat meer dan 20% van de huishoudens in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met waterarmoede wordt geconfronteerd;

Overwegende de sociale maatregelen die zijn ingevoerd bij de ordonnantie van 24 december 2021 tot wijziging van sommige bepalingen van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid en de ordonnantie van 8 september 1994 tot regeling van de drinkwatervoorziening via het waterleidingnet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om sociale maatregelen op te nemen, bedoeld om vanaf 1 januari 2022 de gevolgen van die tariefverhoging te verzachten en de huishoudens zoveel mogelijk opties te bieden om de waterarmoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest drastisch te verminderen;

Overwegende de verhoging van 0,03 naar 0,05 euro per m³ gefactureerd water die Vivaqua moet reserveren als financiële bijdrage aan het sociaal waterfonds voorzien in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Overwegende dat de instelling van een passend samenwerkingskader op het gebied van transparantie, sociale rechten en openbaardienstverplichtingen noodzakelijk is opdat de huishoudens hun sociale rechten in de beste omstandigheden kunnen uitoefenen;

Overwegende dat de verwezenlijking van die doelstelling een voortdurende inspanning van elke overeenkomstsluitende partij op het gebied van sociale steun aan de huishoudens vereist;

Is het noodzakelijk een samenwerkingsovereenkomst te sluiten;

TUSSEN:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van dhr. Rudi Vervoort, minister-president, en de persoon van dhr. Alain Maron, minister bevoegd voor Waterbeleid;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar Verenigd College, in de persoon van dhr. Rudi Vervoort, voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en de personen van dhr. Alain Maron en

mevr. Elke Van den Brandt, leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor Welzijn;

Is overeengekomen wat volgt:

Artikel 1.

Voor de toepassing van deze samenwerkingsovereenkomst wordt verstaan onder:

- a) 'overeenkomstsluitende partijen': het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- b) 'ordonnantie van 20 oktober 2006': de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid zoals gewijzigd bij met name de ordonnantie van 24 december 2021 tot wijziging van sommige bepalingen van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid en de ordonnantie van 8 september 1994 tot regeling van de drinkwatervoorziening via het waterleidingnet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om sociale maatregelen op te nemen;
- c) 'sociale maatregelen': de sociale tegemoetkoming, de mogelijkheid om een betalingsplan voor de waterfacturen te vragen als bedoeld in artikel 38/1, §2, van de ordonnantie van 20 oktober 2006, en het principiële verbod op het onderbreken van de waterdistributie voor huishoudelijke doeleinden als bedoeld in artikel 38/1, §3, van de ordonnantie van 20 oktober 2006;
- d) 'sociale tegemoetkoming': de sociale maatregel als bedoeld in artikel 38/1, §1, van de ordonnantie van 20 oktober 2006;
- e) 'wateroperator': de verantwoordelijke voor de distributie van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals bepaald in artikel 17, §1, 3°, van de ordonnantie van 20 oktober 2006, namelijk Vivaqua;
- f) 'sociaal waterfonds': het sociaal waterfonds als bedoeld in artikel 5, 65°, van de ordonnantie van 20 oktober 2006;
- g) 'besluit van 1 juni 2022': het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;
- h) 'Federatie van OCMW's': de federatie van openbare centra voor maatschappelijk welzijn die is opgericht binnen de vzw Brulocalis.

Art. 2.

Met naleving van hun respectieve bevoegdheden verbinden de overeenkomstsluitende partijen zich ertoe samen te overleggen om hun beleid inzake sociale bescherming in het kader van de waterdistributie te harmoniseren.

Art. 3.

In het kader van de in artikel 2 beoogde doelstelling vertrouwt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de opdrachten waarin deze samenwerkingsovereenkomst voorziet, toe aan de OCMW's.

Art. 4.

§1. De OCMW's, vertegenwoordigd in de Federatie van OCMW's, werken samen met de wateroperator een sociaal actieprogramma ter bestrijding van de waterarmoede uit, om de gebruikers te begeleiden bij het betalen van hun waterfactu(u)r(en) en om het gebruik van de sociale maatregelen zoveel mogelijk te activeren. De OCMW's, in voorkomend geval via de Federatie van OCMW's, en de wateroperator werken nauw samen bij het uitvoeren van dat programma.

Het sociale actieprogramma ter bestrijding van de waterarmoede omvat ten minste de volgende acties:

- 1° bijdragen aan het informeren van de huishoudens in financiële moeilijkheden over de voor hen beschikbare sociale maatregelen in het algemeen en over de sociale tegemoetkoming in het bijzonder;
- 2° de huishoudens adviseren om rationeel watergebruik te bevorderen;
- 3° deelnemen aan de werkgroep bedoeld in artikel 8 van het besluit van 1 juni 2022;
- 4° de wijze van samenwerking tussen de wateroperator, de Federatie van OCMW's en de OCMW's bij het nastreven van de acties 1° tot en met 3° definiëren.

Het sociale actieprogramma ter bestrijding van de waterarmoede kan te allen tijde gezamenlijk door de OCMW's, via de Federatie van OCMW's, en de wateroperator worden herzien, met name om rekening te houden met het evaluatieverslag van Leefmilieu Brussel bedoeld in artikel 9 van het besluit van 1 juni 2022 en de werkzaamheden van de werkgroep bedoeld in artikel 8 van hetzelfde besluit.

Het sociale actieprogramma ter bestrijding van de waterarmoede wordt uitgesplitst in lokale actieprotocollen. Elk OCMW kan een of meer lokale actieprotocollen uitwerken en uitvoeren met verschillende openbare of private partners om de acties van het sociale actieprogramma concreet na te streven en, indien nodig, specifieke aanvullende acties ter bestrijding van de waterarmoede, bijvoorbeeld gericht op een bepaald gebied of een bepaald probleem. Dit (deze) lokale actieprotocol(len) en eventuele wijzigingen daarvan worden voorgelegd aan de wateroperator.

§2. De OCMW's voeren ook de volgende opdrachten uit:

- 1° persoonlijke begeleiding bieden aan de huishoudens die moeilijkheden ondervinden bij het betalen van hun waterfacturen, met name op administratief en financieel gebied;
- 2° een redelijk betalingsplan voor schulden tussen de huishoudens en de wateroperator uitwerken in het kader van artikel 38/1 van de ordonnantie van 20 oktober 2006 en de huishoudens begeleiden tot het einde van het redelijke betalingsplan;
- 3° financiële steun verlenen aan de huishoudens bij het betalen van hun waterfacturen overeenkomstig het mechanisme voor sociale solidariteit bedoeld in artikel 38/1, §2, tiende lid, en §4.

Art. 5.

§1. De opdrachten bedoeld in artikel 4, met uitzondering van §2, 3°, worden gefinancierd met de 20% van het sociaal waterfonds die de wateroperator verplicht is te reserveren ten gunste van de Federatie van OCMW's, overeenkomstig artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke

doeleinden, zoals vervangen door artikel 7 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022.

§2. De opdracht bedoeld in artikel 4, §2, 3°, wordt gedeeltelijk gefinancierd met 80% van de inkomsten van het sociaal waterfonds volgens de verdeelsleutel die is vastgesteld in artikel 2, tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke doeleinden, zoals vervangen door artikel 7 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022.

Art. 6.

§1. De OCMW's, via de Federatie van OCMW's, bezorgen de wateroperator en Leefmilieu Brussel jaarlijks alle gegevens bedoeld in artikel 2, §2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke doeleinden, zoals vervangen door artikel 6, tweede streepje, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid.

§2. De OCMW's, in voorkomend geval via de Federatie van OCMW's, en de wateroperator bezorgen Leefmilieu Brussel alle gevraagde informatie over de uitvoering van de sociale maatregelen, met inbegrip van wat betreft de evaluatie- en controle-indicatoren bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid.

Art. 7.

Deze samenwerkingsovereenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten. Ze kan worden ontbonden op verzoek van een van beide overeenkomstsluitende partijen, na de andere partij in de gelegenheid te hebben gesteld binnen een termijn van drie maanden haar opmerkingen kenbaar te maken.

De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich ertoe de uitvoering en de effecten van deze samenwerkingsovereenkomst periodiek te evalueren, in samenhang met het verslag bedoeld in artikel 9 van het besluit van 1 juni 2022. Dat verslag wordt om de drie jaar voorgelegd aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Op basis van die periodieke evaluatie kunnen de overeenkomstsluitende partijen beslissen deze overeenkomst te wijzigen.

Art. 8.

De bepalingen van deze samenwerkingsovereenkomst kunnen op verzoek van een overeenkomstsluitende partij worden herzien, met name op basis van het verslag bedoeld in artikel 7, om de opdrachten te herzien en zo nodig aan te vullen.

Art. 9.

De geschillen tussen de partijen bij deze overeenkomst met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van deze samenwerkingsovereenkomst worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht in de zin van artikel 92bis, §5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De leden van dat rechtscollege worden aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijkelijk verdeeld onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 10.

Deze samenwerkingsovereenkomst treedt in werking op de dag dat de laatste instemmingsakte van de overeenkomstsluitende partijen bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Opgesteld in Brussel, op [*], in twee originele exemplaren, in het Nederlands en het Frans.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

De minister-president, dhr. Rudi Vervoort

De minister bevoegd voor Waterbeleid, dhr. Alain Maron

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Rudi Vervoort

De leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor Welzijn,

Alain Maron

Elke Van den Brandt